Cette opération sera sous la forme d'une convention entre le Territoire et la Compagnie Générale du Togo.

ART. 2. — Le territoire renonce à poursuivre l'instance engagée contre la Compagnie Générale du Togo aux termes d'une délibération n° 1/DOM. de la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 19 janvier 1949, rendue exécutoire par arrêté n° 152-49/DOM. du 22 février 1949. En conséquence ladite délibération est purement et simplement annulée.

ART. 3. — Les terres ainsi rétrocédées au Territoire feront retour aux autochtones par les soins de l'Administration sous la condition expresse de mise en valeur par les bénéficiaires.

ART. 4. — Rien dans les articles qui précèdent ne sera considéré comme tacite reconduction du présent bail de la plantation d'Agou.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 31 juillet 1953.

Le Président de l'ATT.
Dermann AYEVA.

Le Secrétaire,
Lazarus LAWSON.

Postes et télécommunications

ARRETE N° 709-53/PTT. du 1^{er} octobre 1953 modifiant l'arrêté n° 201-51/PTT. du 19 mars 1951 fixant les taxes postales du régime international.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 201-51/PTT. du 19 mars 1951 fixant les taxes postales du régime international;

Vu la lettre n° 3680 PT/3 du 8 juillet 1953 du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu la Convention Postale Universelle du XIII^e Congrès de l'Union Postale Universelle tenu à Bruxelles du 14 mai au 12 juillet 1952;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La franchise postale est accordée dans le régime international aux objets de correspondance de toutes catégories, aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée, aux colis postaux et aux mandats de poste, adressés aux prisonniers de guerre, aux belligérants recueillis et internés dans un pays neutre et aux personnes civiles internées

sous le régime de la Convention de Genève de 1949, ou expédiés par les prisonniers et internés.

ART. 2. — Les journaux et écrits périodiques, tels qu'il sont définis par l'article 90 de la loi de Finances du 16 avril 1930 ainsi que les livres, brochures, et papiers de musique et cartes géographiques qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde, bénéficient, dans le régime international et quels que soient les expéditeurs, d'une réduction de 50 pour 100 sur le tarif général des imprimés.

ART. 3. — La taxe à percevoir, ne peut être inférieure à celle qui serait applicable dans le régime intérieur, aux journaux et écrits périodiques d'une part, et aux imprimés ordinaires d'autre part, sauf si la taxe intérieure est supérieure au tarif plein international qui doit être appliqué dans ce dernier cas.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 15 octobre 1953 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} octobre 1953.

P. Le Commissaire de la République en congé,
Le Secrétaire Général,
Y. GAYON.

Produits pharmaceutiques

ARRETE N° 710-53/SG. du 2 octobre 1953 portant retrait des autorisations d'ouverture de certains dépôts de médicaments.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de pharmacie au Togo, ensemble l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928 portant application dudit décret;

Vu l'arrêté n° 118 du 26 février 1929 créant dans le Territoire du Togo un service d'inspection des pharmacies;

Vu l'arrêté n° 410 s/s du 5 août 1944 portant retrait des autorisations d'ouverture des dépôts de médicaments;

Vu la lettre n° 2650/SG/AG du 2 octobre 1953;

Sur la proposition du Directeur de la Santé Publique, après avis de l'Inspecteur des Pharmacies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les autorisations d'ouverture de dépôts de médicaments à Anécho et dans les localités éloignées de moins de 20 kilomètres de cette dernière sont rapportées à compter du 20 octobre 1953.